



**Date d'attribution** : 2016-10-31  
**Contrat n°** 35035-165058/001/CY  
**ROP** 061-16  
POR@PCO-BCP.gc.ca

# Bureau du Conseil privé

## **Collecte continue de données qualitatives concernant les opinions des Canadiens – Quatrième ronde de groupes de discussions**

**SOMMAIRE**  
**6 JUIN 2017**

**Ipsos, Affaires publiques**

1, rue Nicholas, bureau 1400

Ottawa (Ontario) K1N 7B7

Tél : 613.241.5802

Télec. : 613.248.7981

[www.ipsos.ca](http://www.ipsos.ca)

« Ce rapport est aussi disponible en français »



### **Déclaration de neutralité politique**

J'atteste par les présentes, à titre d'agent principal d'Ipsos, que les produits livrables se conforment entièrement aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits finaux ne comprennent pas de renseignements sur les intentions de vote aux élections, sur les préférences de partis politiques, sur les positions vis-à-vis de l'électorat ou sur l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.



Mike Colledge  
Président  
Ipsos, Affaires publiques

## 1. Sommaire

### Contexte et objectifs

Le Bureau du Conseil privé (BCP) est l'organisme central de la fonction publique qui appuie le premier ministre ainsi que le Cabinet et ses structures décisionnelles de façon impartiale. Dirigé par le greffier du Conseil privé, le BCP aide le gouvernement à réaliser sa vision et à donner suite avec rapidité et efficacité aux enjeux avec lesquels le gouvernement et le pays doivent composer.

À titre de conseiller du premier ministre, le BCP fournit de l'information et des conseils objectifs et de qualité pour soutenir le premier ministre et le Cabinet, dont de l'information sur les priorités des Canadiens. À cette fin, le Secrétariat des communications et de la consultation du BCP aide le Cabinet du premier ministre à coordonner les communications du gouvernement et à établir les grands thèmes de communication et les messages principaux du gouvernement, conformément aux priorités gouvernementales, telles que déterminées par le premier ministre, le Cabinet, les comités du Cabinet et le greffier du Conseil privé. Le Secrétariat travaille également avec les secrétariats responsables des politiques du BCP pour conseiller et appuyer le Cabinet et ses comités.

Dans l'exercice de son mandat, le BCP a exigé l'établissement d'un cycle continu de collecte de données qualitatives afin d'assurer une représentation à jour des opinions des Canadiens sur des enjeux à grande échelle présentant un intérêt pour le gouvernement, comme leurs points de vue sur ce que devraient être les priorités du gouvernement. En outre, le fruit de ces recherches permet au gouvernement de mieux comprendre les tendances nouvelles et de mesurer l'opinion des Canadiens sur des enjeux nationaux clés et les principales initiatives stratégiques.

Grâce à un cycle continu de collecte de données des groupes de discussion, le BCP connaîtra beaucoup mieux les points de vue des Canadiens en ce qui concerne les enjeux les plus importants du pays, leur perception à l'égard de la façon dont le gouvernement devrait régler ces enjeux, les attentes quant aux mesures découlant des priorités du gouvernement et leur opinion concernant la façon dont le gouvernement peut concentrer ses efforts efficacement pour régler les enjeux nouveaux. Cette recherche aide à étayer l'élaboration de messages et de produits de communication et à établir des tactiques de diffusion pour répondre aux enjeux prioritaires. En outre, la recherche permet au gouvernement du Canada d'élaborer des activités de communication et de les peaufiner, afin de répondre aux besoins précis des Canadiens grâce à de l'information à jour, facile à comprendre et d'actualité fondée sur les perceptions actuelles des Canadiens dans les domaines concernés.

Cette quatrième vague de collecte de données qualitatives avait pour but de réunir les commentaires de Canadiens sur des politiques et des enjeux choisis, qui sont importants pour le gouvernement du Canada. Les enjeux discutés dans le cadre des groupes de discussions différaient d'un endroit à l'autre. Les sujets couverts étaient les suivants :

- Légalisation de la marijuana
- Financement des soins de santé

- Défis locaux
- Opioïdes
- Compétences et formations
- Relations entre le Canada et les États-Unis
- Priorités alimentaires au Canada
- Charte des droits des passagers aériens
- Peine minimale obligatoire

## Aperçu de la méthodologie

Cette quatrième vague de recherches qualitatives comprenait une série de 16 groupes de discussion composés de Canadiens âgés de 20 ans ou plus, et les rencontres ont eu lieu entre le 5 et le 27 avril 2017. Tous les groupes de discussion ont échangé pendant environ deux heures et les séances se sont déroulées en soirée dans toutes les villes, la première à partir de 17 h 30 et la deuxième, à partir de 19 h 30. Ces séances ont eu lieu dans les villes suivantes :

- Winnipeg – 5 avril
- Victoria – 6 avril
- Windsor – 11 avril
- Mississauga – 12 avril
- Edmonton – 24 avril
- Truro – 25 avril
- Québec – 26 avril
- Joliette – 27 avril

En tout, douze participants ont été recrutés pour chaque séance afin d'assurer la présence d'un minimum de huit à dix participants. Au total, 151 participants ont pris part aux discussions. Tous les participants ont reçu une rétribution de 75 \$ pour participer aux séances dans les locaux prévus à cette fin. Le questionnaire préalable a contribué à constituer un échantillon représentatif de la population en général, avec une combinaison équilibrée de genres, d'âges, d'éducation, de revenus et de caractéristiques liées à la composition du ménage. D'autres précisions méthodologiques sont présentées en annexe.

Ce deuxième volet de la recherche fait partie d'un projet de collecte continue de données qualitatives qui fait appel à 144 groupes de discussion tenus dans le cadre de plusieurs vagues au cours de l'année 2017, avec l'option de renouveler le cycle de la recherche pour deux autres années. Le coût total du marché lié à ce projet de recherche pour l'année civile 2017 s'élève à 916 865,05 \$, TVH comprise.

## Principales constatations

### *Légalisation de la marijuana*

Les participants d'Edmonton et de Truro ont facilement recensé plusieurs aspects liés au projet de loi sur la légalisation de la marijuana. Les participants savaient l'âge légal de possession et les quantités permises par personne. Des aspects tels qu'une augmentation de la disponibilité, de la qualité, de la recherche et de la lutte au crime organisé qui tire profit de la production illégale de marijuana ont été recensés comme des avantages possibles de la légalisation. Plusieurs préoccupations ont également été abordées, notamment l'accessibilité, l'absence de réglementation claire sur la consommation de marijuana en conduisant un véhicule ou en manoeuvrant de la machinerie lourde ainsi que les effets possibles de la consommation de marijuana au travail. Les participants de Joliette étaient réticents à l'égard de la légalisation et ont assoupli leur point de vue lorsqu'un participant a comparé le cas de la marijuana à celui de l'alcool.

### *Financement des soins de santé*

Lorsqu'on leur a demandé de s'exprimer sur le financement des soins de santé dans le cadre d'une discussion sur les mesures adoptées par le gouvernement, les commentaires ont été brefs et portaient sur les discussions entre le gouvernement fédéral et les provinces. La plupart des participants comprenaient le rôle du gouvernement fédéral dans le financement, et seuls ceux de Windsor ont mentionné une augmentation possible du financement des services de santé mentale. Les participants de Victoria ont dit croire que le niveau de financement des soins de santé que leur province a reçu est inférieur à celui des autres provinces, ce qu'ils considéraient comme injuste.

### *Défis locaux*

Les enjeux locaux variaient beaucoup entre Victoria, Winnipeg et Windsor. À Windsor, les préoccupations étaient surtout axées sur le « rétrécissement de la classe moyenne » et la « disponibilité des emplois ». Ces deux enjeux ont été décrits comme étant interreliés, mais importants à résoudre pour assurer la cohésion de la collectivité et une économie locale forte. Les participants à Victoria ont surtout parlé du « coût du logement », des « sans-abris » et de la « pauvreté ». Encore une fois, les participants ont fait état d'un lien entre ces enjeux. Ceux de Winnipeg ont recensé un large éventail de défis locaux, dont la « disponibilité des services de soins de santé », la « criminalité », la « disponibilité des services de garde » et la « qualité des routes et des ponts ». Il convient de souligner, toutefois, que parmi les participants de Winnipeg, les discussions relatives aux défis locaux ont porté principalement sur les services de soins de santé, surtout en ce qui a trait au temps d'attente.

### *Opioïdes*

À Edmonton, Truro, Québec et Joliette, les participants ont visionné quatre vidéos sur la question. La vidéo « **Qu'est-ce que le fentanyl?** » a été perçue comme étant claire, efficace et informative sur la définition du fentanyl et sur les risques associés à sa consommation. Ce concept a réussi à susciter l'intérêt de nombreux participants, plusieurs ayant trouvé le concept efficace pour les inciter à visiter le site Web et à s'informer davantage.

« **Vaincre la dépendance aux opioïdes** » a été décrite comme une vidéo de soutien tandis que la vidéo « **Surdose d’opioïdes** », selon plusieurs participants, appelait efficacement à l’action. Toutefois, celle-ci a également soulevé parmi les participants la question de savoir quels sont les signes précis d’une surdose d’opioïde. La dernière vidéo, « **On vous a prescrit un opioïde?** », fournissait de l’information claire et appelait à l’adoption de mesures visant les personnes à qui des opioïdes sont prescrits, mais les participants se sont demandé pourquoi ces personnes ne reçoivent pas toujours de mise en garde de leur médecin sur les risques associés à la prise de ces substances.

### *Compétences et formations*

La question des initiatives sur la sensibilisation à l’innovation et les compétences liées aux formations, telles que présentées dans le plus récent budget fédéral, a été peu abordée dans les groupes de discussion de presque toutes les villes. Néanmoins, les participants étaient favorables à plusieurs des initiatives mentionnées, en particulier celles mentionnant explicitement les compétences et la formation. Les participants se sont particulièrement intéressés à l’idée de rendre accessibles à plus de Canadiens les programmes d’acquisition de compétences et de recyclage et de permettre à un plus grand nombre de Canadiens qui bénéficient de l’assurance-emploi et qui sont admissibles à un retour aux études d’acquérir de nouvelles compétences professionnelles tout en continuant de toucher des prestations. Ces initiatives ont été jugées suffisamment vastes pour attirer un large segment de population, quel que soit leur catégorie démographique ou leur cheminement professionnel. Les participants ont souvent reconnu les effets à long terme de telles initiatives, par exemple l’adaptation à l’évolution du marché du travail et l’obtention d’un emploi bien rémunéré, bien que certains se soient interrogés sur les coûts connexes et sur la façon de financer ces initiatives (ils se sont par exemple demandé si ce financement reviendrait à augmenter l’impôt des Canadiens).

### *Relations entre le Canada et les États-Unis*

Dans l’ensemble, on pourrait décrire les relations entre le Canada et les États-Unis comme étant cordiales et respectueuses. Les participants de Windsor, Mississauga, Winnipeg et Victoria ont discuté de cette relation du point de vue des accords commerciaux, en particulier l’ALENA, ainsi que les demandeurs d’asile qui traversent la frontière canado-américaine vers le Canada. Lorsque les discussions portaient sur cette dernière question, bon nombre de participants ont décrit le Canada comme un pays accueillant, bien que plusieurs aient exprimé leurs préoccupations concernant le nombre de personnes qui traversent illégalement la frontière. Certains participants se sont dits préoccupés par l’incidence financière de l’afflux de demandeurs d’asile, tandis que d’autres ont mentionné la question de l’équité, du fait que d’autres réfugiés et immigrants font des démarches pour entrer au Canada de façon légale. Toutefois, globalement, les participants de toutes les villes étaient d’accord avec l’Entente sur les tiers pays sûrs.

### *Priorités alimentaires au Canada*

Les participants des groupes de discussion ont d’abord eu à énumérer, de façon spontanée, ce qu’ils considèrent comme des priorités alimentaires clés pour le Canada. Spontanément, la principale priorité qui est ressortie des groupes de l’ensemble des villes a été le besoin de se procurer des aliments nutritifs à des prix raisonnables. La question de l’identification appropriée des OGM a également été mentionnée à plusieurs endroits en tant qu’enjeu important. L’étiquetage adéquat concernant l’origine des aliments

et l'appui aux activités agricoles et à la vente de produits localement ont également été mentionnés dans une moindre mesure. Lorsqu'on a demandé aux participants de l'ensemble des villes de choisir les priorités qu'ils placeraient au sommet d'une liste de onze priorités clés pour le gouvernement du Canada, trois priorités sont ressorties du lot :

- L'accès à des aliments abordables et nutritifs;
- La nécessité de protéger l'eau, l'air et le sol;
- La nécessité d'assurer le succès des agriculteurs et des exploitations familiales.

Lorsqu'ils ont eu à évaluer une série de cinq titres possibles pour une future stratégie agricole canadienne, c'est « Cultiver l'avenir/Growing Forward » qui a été le titre le plus populaire dans toutes les villes. Pour les participants, ce nom a semblé positif et axé sur l'avenir, tout en soulignant clairement, grâce au mot « cultiver », qu'il s'agit d'une stratégie agricole. Le titre a également été perçu comme étant simple et facile à lire et à prononcer.

On a demandé aux participants des quatre villes ce que devraient être, à leur avis, les principaux objectifs de cette stratégie agricole nationale. On leur a encore une fois fourni une série de mots qui pourraient être utilisés pour décrire les objectifs et demandé de choisir lesquels ils jugeaient les plus importants. Les résultats étaient semblables dans toutes les villes.

Quatre objectifs sont ressortis comme étant les plus importants : produire, innover, prospérer et croître. Ces attributs étaient tous jugés positifs et, selon eux, véhiculaient un certain niveau d'optimisme sur l'avenir, dans le même esprit que les discussions susmentionnées sur le nom de la future stratégie nationale.

### *Charte des droits des passagers aériens*

Les participants à Edmonton et Québec ont eu des réactions mitigées lorsqu'on les a questionnés sur la façon dont les passagers aériens sont traités. Plusieurs ne sentaient pas que les compagnies aériennes étaient nécessairement axées sur les clients. Bon nombre de participants étaient favorables à la mise sur pied d'une déclaration des droits et des responsabilités, et ont réagi positivement à une série d'éléments pouvant être inclus dans une éventuelle déclaration des droits des passagers aériens. L'établissement de normes de dédommagement uniformes pour le refus d'embarquement, la surréservation et les bagages perdus ou endommagés se sont révélés être des facteurs particulièrement attrayants.

### *Peine minimale obligatoire*

Pour cette question, débattue uniquement à Mississauga, la plupart des participants étaient au fait de l'existence de peines minimales obligatoires, quoique tous n'étaient pas certains qu'il y en ait au Canada. Les opinions variaient quant au caractère équitable des peines minimales obligatoires, les groupes ayant des avis divers à savoir si le contexte de chaque situation devrait être pris en considération dans l'établissement de la peine. Lorsqu'on leur présentait une solution de rechange à la peine minimale obligatoire lorsque le contrevenant choisit de suivre un programme de traitement, les participants s'inquiétaient que la peine minimale soit par la même occasion éliminée. Lorsqu'on les a informés sur le pouvoir discrétionnaire des juges à cet égard au prononcé de la sentence, la plupart des participants étaient à l'aise avec la situation actuelle.

### **Note sur l'interprétation des constatations**

La recherche qualitative est conçue pour révéler un riche éventail d'opinions et d'interprétations plutôt que pour mesurer quelle proportion de la population cible a une opinion donnée. Ces résultats ne doivent pas servir à estimer la proportion chiffrée ou le nombre d'individus de la population qui ont une opinion particulière parce que sur le plan statistique, ils ne peuvent pas être utilisés pour établir des projections.

Les groupes de discussions sur les priorités du gouvernement ont pour but d'obtenir une meilleure compréhension des points de vue des participants, et viennent souvent compléter des constatations quantitatives réunies au moyen d'enquêtes. Ce type d'information est essentiel pour le Bureau du Conseil privé dans le cadre de son rôle de conseil et d'appui au Cabinet et à ses comités.